



**RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE
AU 30 JUIN 2010**

TABLE DES MATIÈRES

PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION.....	3
MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS.....	3
STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION.....	3
FAITS SAILLANTS.....	3
FINANCEMENT.....	5
TRAVAUX D'EXPLORATION.....	5
INGÉNIERIE, PERMIS ET LICENCE.....	7
COMMUNICATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS ET LES INVESTISSEURS.....	8
STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION.....	10
FRAIS D'EXPLORATION ET FOURNITURES D'EXPLORATION	11
INFORMATION FINANCIÈRE SÉLECTIONNÉE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION.....	13
SITUATION DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT.....	14
DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES.....	14
ARRANGEMENT HORS BILAN.....	15
ENGAGEMENTS.....	15
OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS.....	15
PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES.....	15
MODIFICATIONS COMPTABLES.....	16
CONVERGENCES IFRS.....	16
INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION.....	20
RISQUES ET INCERTITUDES.....	20
CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION.....	20
ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE...	21
INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE.....	21

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION

L'analyse qui suit doit se lire en parallèle avec les états financiers annuels de Ressources Strateco inc. («Société») pour les exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008 ainsi que les états financiers intermédiaires pour la période terminée le 30 juin 2010. Les états financiers de la Société ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport de gestion peut contenir des énoncés prospectifs reliés à l'information financière qui reflètent les attentes actuelles de la Direction à l'égard d'événements futurs. Ces énoncés prospectifs dépendent d'un certain nombre de facteurs et comportent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avéreront exacts. Les facteurs pouvant faire varier de façon importante les résultats, les activités et les événements futurs par rapport aux attentes exprimées expressément ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la volatilité du prix de l'uranium, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des ressources minérales et les besoins additionnels de financement ainsi que la capacité de la Société à obtenir ces financements.

STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

La Société a été constituée en corporation en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, par statuts de constitution datés du 13 avril 2000.

Les activités de la Société portent essentiellement sur l'exploration de propriétés minières en vue de leur exploitation commerciale. La Société n'exploite présentement aucune propriété minière. La Société détient dans son portefeuille 100 % de cinq propriétés minières, une participation et des options dans trois propriétés minières situées au Québec. Ces propriétés totalisent 1 068 titres miniers pour une superficie de 56 747 hectares (567 km²). Elle concentre ses activités sur l'exploration et la mise en valeur du projet Matoush. À l'exception de certains projets situés dans le bassin d'Athabasca en Saskatchewan, le projet Matoush, situé dans les Monts Otish au Nord du Québec, peut être considéré comme l'un des projets ayant la plus forte teneur uranifère au monde.

La récupération du coût des actifs miniers dépend de la capacité de découvrir et d'extraire économiquement les réserves de minerai, de l'obtention par la Société du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ses propriétés et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des propriétés. La Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle y soit parvenue dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Concernant les sections sur la stratégie et plan d'action ainsi que sur les activités d'exploration, ce rapport de gestion contient des « énoncés prospectifs » selon le contexte de l'énoncé, particulièrement dans le cas d'énoncés qui décrivent les opinions, les estimations ou les attentes de la Société concernant des résultats et événements futurs. Ces énoncés n'offrent aucune garantie quant aux résultats et événements futurs et impliquent des risques et des incertitudes, hors du contrôle de la Société, qui pourraient faire en sorte que les résultats et événements réels ou futurs pourraient éventuellement différer de façon substantielle des résultats présentés ou prévus dans ces énoncés prospectifs. Ces risques et incertitudes sont décrits dans la notice annuelle déposée sur SEDAR et dans le rapport annuel du formulaire 10-K déposé sur EDGAR.

FAITS SAILLANTS

Une fois de plus, les efforts soutenus et le travail accompli par l'équipe de la Société tout au long du deuxième trimestre de l'année 2010 ont porté fruits. En effet, le projet Matoush est toujours en très bonne position pour devenir le premier projet uranifère au Québec à avancer des travaux d'exploration souterraine et le premier au Canada à être réalisé par une société dite junior, au cours du présent cycle, soit en près de 25 ans. Tous les volets du

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

projet Matoush progressent bien, qu'il s'agisse des travaux d'exploration, des études d'ingénierie et environnementales, des communications ou encore des finances.

Un des faits marquants de ce second trimestre a été la tenue des séances d'information publique à Mistissini et Chibougamau, les 25 et 26 mai derniers. L'équipe de la Société s'était très bien préparée au cours des derniers mois pour présenter les résultats de l'étude d'impact environnemental du projet Matoush aux populations locales ainsi qu'aux représentants des diverses instances provinciales et fédérales. Cette première phase du processus d'audiences publiques s'est très bien déroulée, d'autant plus que l'étude d'impact environnemental conclut que les impacts sur les travailleurs, les populations à proximité et l'environnement seront négligeables. Les séances d'information ont notamment permis la tenue d'un bon échange entre la Société, les représentants des diverses instances et les communautés locales.

En ce qui a trait aux travaux d'exploration, la Société est toujours au cœur de la plus importante campagne de forage de surface menée à ce jour sur le projet Matoush, qui prévoit 120 000 mètres répartis sur deux ans (2010-2011). Durant le deuxième trimestre, la Société a réussi à maintenir une excellente campagne de forage grâce aux forages réalisés essentiellement avec une foreuse opérationnelle, et ce, malgré les conditions de logistiques difficiles dues à la fonte des neiges prématurée et soudaine. Au total, 12 522 mètres répartis sur 23 forages ont été forés.

De plus, l'interprétation des résultats du levé géophysique aéroporté, réalisé par la firme Terraquest Ltd. (« Terraquest ») en mars 2010, a permis de développer un nouveau modèle géologique. Grâce à ce levé de technologie avancée qui a couvert l'ensemble du projet Matoush, incluant les propriétés Matoush, Matoush Extension, Eclat et Pacific Bay-Matoush, des cibles de forage de type « Matoush » ont pu être générées.

Au chapitre de l'ingénierie, l'équipe de la Société a continué à travailler très fort pour faire progresser les divers dossiers relatifs au programme d'exploration souterraine. Parmi ceux-ci, la construction des chemins d'accès pour la piste d'atterrissage s'est particulièrement bien déroulée.

La Société a également reçu une série de questions de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (« CCSN »), du Comité fédéral d'examen Sud (« COFEX ») et du Comité provincial d'examen (« COMEX ») qui vise à approfondir ou compléter certains aspects de l'étude d'impact environnemental du projet Matoush, en vue de la phase d'exploration souterraine. En plus de répondre à certaines questions, la Société a désigné divers consultants pour répondre adéquatement à d'autres questions. La Société a déjà fait parvenir les réponses à la CCSN, alors que les réponses pour le COFEX devraient être prêtes au début du mois d'août et celles pour le COMEX seront prêtes en début d'automne.

Autre fait saillant du second trimestre 2010 : le conseil d'administration de la Société a nommé monsieur Paul Einarson, CA, CPA, au poste de Vice-président - Finances. Monsieur Einarson, entré en fonction le 12 mai dernier à temps plein avec la Société, agit également à titre de Chef de la direction des finances et trésorier de la compagnie. L'immense potentiel du projet Matoush et l'ampleur des activités qui s'y rattachent justifiaient la création du poste permanent qu'occupe monsieur Einarson. Il assiste, entre autres, le Président au niveau de la représentation de la compagnie auprès des institutions financières. Sa présence constitue un atout considérable pour la Société en raison de son expérience et de son talent reconnus; il travaille dans le milieu des finances depuis plus de 20 ans pour des entreprises réputées. La Direction tient à remercier grandement madame Ingrid Martin pour tous les services rendus à la Société. Madame Martin assumait les mêmes responsabilités que Monsieur Einarson, mais à temps partiel.

Finalement, les communications avec la communauté crie de Mistissini et la communauté de Chibougamau ont connu un renforcement significatif, aux mois de mai et juin, grâce à l'organisation de nombreuses rencontres à divers niveaux. Celles-ci ont permis d'informer la population sur le développement du projet Matoush et de répondre aux questions et préoccupations soulevées. En plus de la tenue des séances d'information publique, qui a été un fait saillant du deuxième trimestre, il faut également souligner l'organisation d'une importante rencontre, à Mistissini, avec les représentants des différentes entités, notamment du *Cree Human Resources Development* (« CHRHD ») et de la Direction de l'environnement de Mistissini. Le deuxième trimestre a donc été marqué par de nombreuses initiatives qui visaient notamment à maintenir et à consolider les relations avec les communautés locales.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

FINANCEMENT

Le 27 janvier 2010, la Société a complété un placement privé de 15 M \$ avec Sentient Executive GP III, Limited (« Sentient »). Tous les détails du placement privé avec Sentient sont contenus dans le rapport de gestion intermédiaire du 31 mars 2010 de la Société.

TRAVAUX D'EXPLORATION

Les données techniques contenues dans le texte qui suit sont fondées sur un rapport technique intitulé : *Technical Report on the Mineral Resources Update for the Matoush Uranium Project Central Quebec, Canada*, daté du 16 septembre 2008, préparé selon le *Règlement 43-101 concernant l'information sur les projets miniers* (« Règlement 43-101 »). Ces données ont été révisées par les auteurs du rapport, messieurs David A. Ross, M. Sc. P. Geo et R. Barry Cook, P. Ing. de Scott Wilson Roscoe Postle Associates Inc. (« Scott Wilson RPA »). Le *The Matoush Mineral Resources Update* daté du 18 septembre 2009 a été préparé et révisé par monsieur David A. Ross, M. Sc. P. Geo de Scott Wilson RPA et est disponible sur le site web de la Société à www.stratecoinc.com. Les données techniques fondées sur de l'information récente ont été révisées par monsieur Jean-Pierre Lachance, Vice-président exécutif & exploration de la Société. Ces trois personnes sont des personnes qualifiées telles que définies par le *Règlement 43-101*.

Afin de permettre une meilleure compréhension des travaux d'exploration effectués sur le projet Matoush, la Société incorpore par référence la **NOTE 1** de la section intitulée : « **Stratégie et plan d'action** » du **rapport de gestion annuel 2009 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009**. Cette note fait la description technique des méthodes d'analyse du programme d'exploration, des techniques d'échantillonnage, de l'assurance et contrôle de la qualité incluant l'information reliée à l'utilisation de la lettre « e » de « eU_3O_8 » qui représente la valeur estimée ou équivalente U_3O_8 , déterminée au moyen d'une sonde spectrale ou gamma calibrée, de la méthodologie pour l'utilisation de la sonde gamma et finalement la réconciliation des données de forages avec les résultats d'analyse. Cette description technique peut aussi être consultée sur le site web de la Société à www.stratecoinc.com dans la section « Assurance et contrôle de la qualité » - *QA/QC*.

Sur le projet Matoush (composé des propriétés Matoush, Matoush Extension, Eclat et Pacific Bay-Matoush), 12 522 mètres de forages au total ont été complétés au cours du deuxième trimestre 2010, répartis de la façon suivante : 12 498 mètres répartis sur 23 sondages ont été forés sur la propriété Eclat et 24 mètres ont été forés sur la propriété Matoush. Aucun forage n'a été effectué sur les propriétés Matoush-Extension et Pacific Bay-Matoush. Au total, 186 927 mètres (424 sondages) ont été forés sur le projet Matoush depuis le début de l'exploration en 2006.

Aucuns travaux importants n'ont été réalisés, par la Société sur les propriétés Apple, Mistassini, Quénonisca et Mont-Laurier Uranium au cours du deuxième trimestre 2010, tous les efforts étant axés sur l'exploration de son projet Matoush.

PROJET MATOUSH

(Composé des propriétés Matoush, Matoush Extension, Eclat et Pacific Bay-Matoush)

En ce qui a trait aux travaux d'exploration dans le cadre du projet Matoush, la Société a connu un très bon deuxième trimestre, malgré la fonte des neiges hâtive et quasi-instantanée au mois de mai. En effet, en moins de 72 heures, la Société a dû abandonner l'utilisation du chemin qui se rend à l'extrémité sud de la propriété Eclat pour des fins de sécurité et de protection de l'environnement. Deux foreuses ont donc été arrêtées le 6 mai et la troisième a été sortie du secteur afin de poursuivre des travaux d'exploration ailleurs sur la propriété. Depuis, la Société poursuit le travail avec une foreuse opérationnelle. Une deuxième foreuse devrait reprendre le service au cours du mois d'août. Depuis le début de l'année 2010, 26 711 mètres ont été forés sur le projet Matoush.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

Propriété Eclat

Mis à part les derniers 24 mètres de la fin d'un forage qui a eu lieu au début du mois d'avril sur la propriété Matoush (MT-10-004), l'ensemble des 12 522 mètres de forage d'exploration, au cours du second trimestre, a été complété sur la propriété Eclat (EC-10-021 à EC-10-042). Ceci porte le total de mètres forés à 24 119 mètres sur la propriété Eclat en 2010.

La stratégie d'exploration du second trimestre consistait à poursuivre la définition de la faille Matoush, selon une maille de 200 mètres et de faire un suivi sur les anomalies localisées entre les lignes 110+00S et 118+00S. Le sondage a été effectué jusqu'à 2,3 km de la frontière sud de la propriété Eclat (ligne 125+00S). Ces forages ont également permis de mieux cartographier les failles subparallèles à la faille Matoush, temporairement nommées failles Est 1, Est 2, et Ouest 1. Un dyke est présent dans chacune de ces failles. Malgré le fait que l'interprétation préliminaire du contexte structural semble indiquer que les anomalies uranifères soient toujours liées à la faille Matoush, il est clair qu'il existe également un potentiel sur les autres dykes. À cet effet, un suivi a été réalisé sur les zones où l'altération en tourmaline était nettement plus forte que ce qui avait déjà été foré auparavant.

Les forages concentrés entre les lignes 110+00S à 118+00S visent notamment à faire un suivi sur les forages EC-09-005, EC-09-006, EC-08-001 et EC-09-003, qui avaient intersecté de la minéralisation uranifère digne de mention, environ 6 km au sud de la lentille AM-15. Ce secteur est particulièrement intéressant grâce à deux aspects : premièrement, la présence d'anomalies sur près de 1 km le long de la faille Matoush demeure en soi un indice prometteur; deuxièmement, ce secteur est localisé au-dessus d'une transition lithologique du socle, ce qui indique un fort potentiel. À cet effet, les intersections des sondages EC-10-027 et EC-10-040, forés au cours du second trimestre, témoignent du potentiel de ce secteur.

Rappelons les similarités entre les deux secteurs minéralisés (EC-09-005/EC-09-006 et AM-15) au niveau du degré d'altération de la minéralisation présente dans des contextes de cisaillement ainsi que de la proximité avec un intrusif mafique dans la faille Matoush. Les résultats analytiques des sondages EC-09-005 et EC-09-006 s'étaient avérés très révélateurs du potentiel du secteur. Ces deux forages, distants de 200 mètres avec un point de percée situé à la même élévation (-350 mètres), avaient retourné les résultats suivants : 0,16 % U_3O_8 sur 2,4 mètres et 0,11 % U_3O_8 sur 1,5 mètre (EC-09-005) ainsi que 0,15% U_3O_8 sur 1,5 mètre (EC-09-006). Le sondage EC-10-027 a été implanté pour tester la plongée sud du sondage EC-09-006, alors que le forage EC-10-040 a été effectué afin de tester la plongée sud du EC-09-005.

Le forage EC-10-027 a intersecté la faille Matoush 80 mètres plus profonds (le long de la plongée présumée) que le EC-09-006. Deux zones minéralisées de 0,5 mètre ont été intersectées avec des teneurs analytiques de 0,3 % U_3O_8 et 0,06 % U_3O_8 . Fait important de ce sondage, une très forte altération et étendue en fuschite typique de la zone AM-15 a été notée sur une longueur de 5,0 mètres.

En ce qui a trait au forage EC-10-040, la faille Matoush a été intersectée 140 mètres plus profonds que dans le EC-09-005 avec encore une fois une altération typique des zones minéralisées AM-15, MT-22 et MT-34, situées 6 km plus au nord. La sonde a révélé une teneur de 0,03 % eU_3O_8 sur 3,6 mètres.

D'autre part, un des faits saillants, en ce qui concerne les travaux d'exploration, a été la réception des résultats du levé géophysique aéroporté de Terraquest, complété au mois de mars dernier. L'objectif de ce levé était de circonscrire des anomalies géophysiques linéaires représentant des failles de type Matoush qui pourraient potentiellement s'avérer l'hôte de lentilles minéralisées d'importance.

Le levé a été complété avec une instrumentation aéromagnétique ainsi qu'un système électromagnétique (EM) haute-résolution qui leur est propre : XDS/VLF. Les données obtenues grâce à ce levé ont été traitées par la firme MPH Consulting, qui devait mettre en évidence les cibles potentielles de type « Matoush » qui correspond à des dykes injectés dans des failles. Ainsi, à la suite du traitement des données, des cibles ont été mises en évidence, notamment avec les forages EC-10-035 à EC-10-039, situés à l'est de la faille Matoush dans le secteur sud de la propriété Eclat. Tous les forages ont intersecté des structures d'importance variable correspondantes aux cibles géophysiques, principalement des brèches argileuses, mais sans minéralisation notable.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

D'autre part, grâce à un nouveau traitement subséquent des données géophysiques de Terraquest, celles-ci ont pu être analysées avec une précision exceptionnelle. Cette analyse poussée et extrêmement pointue a permis d'identifier de nouvelles cibles de forage. En effet, en éliminant certaines anomalies de surface et en compilant les anomalies linéaires magnétiques, il a été possible de vérifier la continuité en profondeur. Ce procédé a permis d'identifier une deuxième série de cibles géophysiques, toutes situées à l'extérieur de la faille Matoush. La découverte d'une forte anomalie linéaire magnétique présente de la surface jusqu'en profondeur, coïncidente avec une forte anomalie VLF, indique de fortes chances que cette anomalie soit un type de structure similaire à Matoush. Les nouvelles cibles seront testées dans les prochaines semaines. Les résultats obtenus grâce au nouveau traitement de données de Terraquest sont donc très prometteurs pour la Société.

Sur la propriété Pacific Bay-Matoush, dans laquelle la Société a l'option d'acquérir un intérêt de 60 %, des travaux de prospection ont été effectués sur la bande nord-sud à l'ouest du secteur Eclat Sud. Ces travaux ont mené à la découverte d'un bloc anomalique de 3,0 mètres sub-affleurant atteignant 1 800 comptes par seconde situé environ 4 km à l'ouest de la faille Matoush. Ce nouveau secteur, demeuré inexploité auparavant, revêt maintenant un intérêt particulier dû au fait que le traitement des données du levé géophysique, dont il a été question précédemment, a révélé la présence d'un linéament d'environ 4 km de direction nord-sud sur lequel deux cibles de forage ont été clairement identifiées. Ces cibles seront forées au début du troisième trimestre.

INGÉNIERIE, PERMIS ET LICENCE

L'équipe de la Société travaille toujours avec autant d'ardeur afin de compléter les différentes études requises pour amorcer le programme d'exploration souterraine qui débutera à la suite de l'obtention des permis nécessaires.

Après le dépôt, en octobre 2009, de l'étude d'impact environnemental de la Société pour le projet Matoush auprès de la CCSN, cette dernière a remis une liste de questions à l'équipe de la Société visant à approfondir ou compléter certains aspects. Toutes les questions ont été répondues et envoyées à la CCSN pour commentaires.

La Société a également reçu, le 30 avril 2010, la demande d'information additionnelle du COFEX sur l'étude d'impact environnemental du projet Matoush. Une partie des questions a été acheminée aux différents consultants impliqués, soit Golder Associés (« Golder »), SENES Consultants Limited (« SENES »), Groupe Stavibel Inc., Scott Wilson RPA et GENIVAR. Les autres questions sont présentement analysées à l'interne et sont en cours de rédaction. Le dépôt de ce document est prévu au début du mois d'août 2010.

De plus, la Société a reçu officiellement, le 18 juin 2010, les questions et commentaires du COMEX sur l'étude d'impact environnemental. Une rencontre avait toutefois eu lieu auparavant, soit le 9 juin 2010, avec des analystes du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (« MDDEP ») afin de discuter de ces questions. Les questions et commentaires du provincial (COMEX) recoupent de près ou de loin les questions du fédéral (COFEX). Certaines questions seront acheminées vers les consultants concernés, mais l'équipe de la Société répondra à la majorité des questions. Le dépôt du document final est prévu en septembre 2010.

D'autre part, le public a été convié à prendre part aux séances d'information publique sur le projet Matoush qui ont eu lieu les 25 et 26 mai derniers à Mistissini et Chibougamau. Les séances d'information publique constituent la première phase des audiences publiques menées par le COFEX et le COMEX. Des représentants de Golder et SENES ont accompagné l'équipe de la Société aux présentations de Mistissini et Chibougamau afin d'apporter leur soutien technique lors des séances de questions.

En préparation pour les séances d'information publique, la firme GENIVAR a créé une animation 3D qui couvre l'ensemble des étapes d'exploration uranifère et d'exploitation d'une future mine d'uranium sur la propriété Matoush. Cette bande vidéo informative, d'une durée d'environ neuf minutes, a été préparée afin de répondre à des questions précises du COFEX et a servi d'introduction lors des séances d'information publique. Elle est maintenant disponible sur le site Web de la Société (www.stratecoinc.com) et sur YouTube.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

Par ailleurs, la Société a reçu, en avril 2010, le certificat d'autorisation pour l'agrandissement du camp Matoush et de son système de traitement de l'eau potable et des eaux usées.

À la suite d'une directive transmise par le comité d'évaluation provincial (« COMEV ») en mai 2010, l'équipe de la Société a dû approfondir certaines études concernant l'exploitation de bancs d'emprunt sur des superficies supérieures à 3 hectares et à proximité d'un plan d'eau. La firme Poly-Geo inc. a été mandatée pour la réalisation des travaux sur le terrain et la rédaction du rapport. Les travaux de terrain ont été exécutés entre le 8 et le 16 juin 2010. Le rapport présente, quant à lui, les résultats plus spécifiques du dépôt granulaire (DG-9, situé 3 km à l'est de la piste) à exploiter pour la construction de la piste d'atterrissage. Ce document a été déposé au MDDEP durant la semaine du 12 juillet 2010. Un rapport complet, incluant les autres bancs d'emprunt et compris dans l'étude d'impact, sera déposé plus tard en août. Le fractionnement du document a pour but d'accélérer l'obtention du certificat d'autorisation pour la piste (DG-9).

D'autre part, la Société a dû suspendre certaines activités durant la période de dégel étant donné la fonte rapide et la quantité de boue importante sur les accès de la zone de construction. Les activités ont repris leur cours normal à la mi-juin.

La construction des chemins d'accès pour la piste d'atterrissage ainsi que des accès aux bancs d'emprunt ont été complétés comme prévu. L'installation des concasseurs de l'entrepreneur, pour produire les matériaux nécessaires pour la construction de la piste, a débuté et tous les permis des différents ministères ont été obtenus pour la piste d'atterrissage. Le certificat d'autorisation a été obtenu le 21 juin 2010.

Certains travaux de drainage ont dû être entrepris près de nos installations de surface pour accélérer l'assèchement du terrain.

Au 30 juin 2010, l'équipe de la Société comptait 38 membres, dont 18 au campement Matoush et 20 au bureau corporatif.

Dans le cadre de notre programme de santé et sécurité au travail, la Société a augmenté le nombre de contrôles afin d'éviter les incidents sur le site du projet. Plusieurs mesures ont été prises, telles que la tenue de réunions sur la santé et sécurité au travail pour tous les employés et entrepreneurs présents sur le terrain. De plus, il y a désormais des inspections beaucoup plus fréquentes des espaces de travail des entrepreneurs et de nombreux documents relatifs à la santé et sécurité ont été rédigés et distribués.

Finalement, une rencontre a été organisée avec le CHRD, en juin, pour discuter notamment de leurs programmes d'intégration au travail, d'aide à l'emploi pour les nouvelles entreprises et de formation à l'emploi. Le CHRD a pour mandat de développer les compétences des Cris et non-Cris en fournissant du support et du financement afin de créer de nouveaux postes ou d'augmenter la compétence des travailleurs.

COMMUNICATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS ET LES INVESTISSEURS

Le deuxième trimestre a été extrêmement occupé et productif en ce qui a trait aux communications et aux relations avec le milieu. La Société a, de toute évidence, respecté son objectif qui est d'accorder une importance particulière à l'ouverture et à la transparence de manière à diffuser de l'information et les connaissances nécessaires au public pour mieux comprendre l'industrie uranifère.

D'abord, avec la présence permanente du directeur des relations avec le milieu dans les bureaux de la Société à Mistissini et Chibougamau et d'un assistant, un membre de la communauté crie, au bureau de Mistissini, le nombre de rencontres avec les communautés locales a été multiplié. Au début du mois de mai, une tournée des cabines de trappe, à partir de Témiscamie jusqu'à Mistissini, a été entreprise pour diffuser de l'information sur le projet Matoush et répondre aux questions des gens de la communauté, en anglais et en cri. Ces rencontres « personnalisées » ont très bien été accueillies et ont permis à la Société de prendre le véritable pouls de la population.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

D'ailleurs, un outil de communication a été mis au point pour permettre à la Société d'obtenir de l'information supplémentaire sur l'utilisation du territoire. Un questionnaire est distribué aux maîtres de trappes à proximité du projet Matoush pour déterminer leurs habitudes concernant la chasse, la pêche et les activités dites traditionnelles. Diverses rencontres individuelles de suivi ont également eu lieu afin d'identifier les zones les plus actives de chacune des aires de trappe.

Ensuite, les représentants de la Société ont été invités, par le biais de la Conférence régionale des élus de la Baie-James (« CRÉBJ »), à présenter les développements du projet Matoush aux élus de la Jamésie. Cette rencontre a donné lieu à un échange intéressant à travers lequel de l'information primordiale sur le projet a pu être diffusée. Une fois de plus, la Société a pu répondre aux questions soulevées tout en prenant note des commentaires et préoccupations des élus de la région.

Un des faits marquants de ce second trimestre a été la tenue des séances d'information publique à Mistissini et Chibougamau, les 25 et 26 mai derniers. Celles-ci ont été l'occasion pour la Société de présenter les résultats de son étude d'impact environnemental aux populations locales ainsi qu'aux représentants du COMEX, du COFEX, de la CCSN, de Santé Canada ainsi que du MDDEP. Cette première phase du processus d'audiences publiques s'est bien déroulée et a notamment permis à tous de poser des questions, d'émettre des commentaires et de s'exprimer quant à leurs préoccupations.

Ensuite, les représentants de la Société ont assisté à de nombreuses rencontres à Mistissini et Chibougamau tout au long du mois de juin, notamment avec la Table jamésienne de concertation minière, la Ruée vers le Nord, le Directeur général de Mistissini, le CHRD et la Direction de l'environnement de Mistissini. Toutes ces réunions font partie du plan de communication de la Société qui vise, entre autres, à inclure les communautés locales dans le développement de son projet Matoush. Parmi les sujets discutés, mentionnons, entre autres, la mise en place d'un « comité uranium » mandaté notamment par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (« ACEE ») et chapeauté par la Direction de l'environnement de Mistissini. Ce comité a été créé afin d'impliquer des gens de la communauté dans le processus décisionnel concernant l'exploration et l'exploitation uranifères sur le territoire. La Société ne participera qu'à certaines réunions du comité afin de laisser au comité la plus grande latitude possible quant aux enjeux traités.

La Société encourage également les initiatives qui proviennent des communautés locales dont l'objectif est de donner de l'information sur les enjeux relatifs à l'exploration et l'exploitation uranifères. Au cours du deuxième trimestre, soit les 12 et 13 mai derniers, des soirées d'information ont été organisées par le « comité uranium » de la CRÉBJ à Chapais et Chibougamau. Grâce à ce type d'activités, il est beaucoup plus facile pour les communautés locales de se faire une idée exacte des faits réels qui entourent l'industrie uranifère.

Par ailleurs, la Société a mis en ligne, sur son site Web (www.stratecoinc.com) ainsi que sur YouTube, une nouvelle bande vidéo informative sur le projet Matoush. Celle-ci explique, en français et en anglais, de façon simple et imagée les différentes étapes de réalisation du projet Matoush. Il s'agit d'un outil d'information exceptionnel qui permet de rejoindre un très large public. De plus, la Société continue de mettre à jour et d'optimiser son site Web de manière à ce que l'information disponible sur le projet Matoush et l'industrie uranifère en général soit le plus accessible possible.

En ce qui concerne les relations avec les investisseurs, le Président et Chef de la direction de la Société, monsieur Guy Hébert, a donné de nombreuses présentations au cours du deuxième trimestre. Celles-ci se sont notamment tenues à Montréal et à Toronto. La Direction de la Société continue également de rencontrer de potentiels partenaires canadiens et étrangers. D'autre part, la Société a annoncé au début du trimestre qu'elle a retenu les services de Communication Financières Renmark inc. pour l'assister dans ses activités de relations avec les investisseurs.

Bref, à travers toutes ces initiatives, la Société démontre qu'elle se fait un devoir de bien informer le public sur la nature de ses travaux et des enjeux qui y sont liés. Les efforts de la Société contribuent sans aucun doute à l'acceptation sociale du projet Matoush de même qu'au maintien de bonnes relations avec les communautés locales autochtones et allochtones, les investisseurs, les instances décisionnelles et la population en général.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION

Pour les mois à venir, l'équipe de la Société est déterminée à poursuivre avec rigueur son travail afin d'obtenir la licence nécessaire pour amorcer le programme d'exploration souterraine dans le cadre de son projet Matoush. De plus, avec la plus importante campagne de forage menée à ce jour sur le projet Matoush, la Société entend continuer d'accroître de manière significative les ressources uranifères sur sa propriété Matoush.

À cet effet, rappelons qu'avec le programme de forage en cours, qui devrait atteindre les 120 000 mètres pour les deux prochaines années (2010-2011), la Société veut établir le potentiel d'obtenir 60 millions de livres U₃O₈. Les travaux d'exploration se poursuivront de manière intensive et soutenue tout au long du prochain trimestre sur les propriétés du projet Matoush, principalement sur la propriété Eclat et aussi sur la propriété Pacific Bay-Matoush.

De plus, les travaux liés à la construction de la piste d'atterrissage seront complétés au cours des quatre prochains mois. Celle-ci facilitera le déplacement de la main-d'œuvre et de l'équipement nécessaires pour l'avancement des opérations sur le site du projet Matoush.

En ce qui a trait à l'obtention de la licence pour le programme d'exploration souterraine du projet Matoush, l'équipe de la Société continuera de répondre aux questions du COFEX et du COMEX afin de donner l'information additionnelle requise sur l'étude d'impact environnemental. Tel qu'indiqué précédemment, toute l'information devrait être complétée pour le début de l'automne. Par ailleurs, afin d'accélérer le processus d'obtention de la licence pour la construction de la mine, la Société entend débiter, dès 2011, les études environnementales nécessaires à la construction des parcs à résidus.

D'autre part, la Société est optimiste quant à la tenue de la seconde phase des audiences publiques sur le projet Matoush qui devrait avoir lieu à l'automne. L'équipe de la Société fait tout en son pouvoir pour informer les populations locales et les conclusions de l'étude d'impact environnemental sont encourageantes et positives pour le développement du projet. La seconde phase des audiences publiques est prévue pour permettre au public d'exprimer son point de vue sur le projet et ses impacts et de présenter ou déposer des mémoires.

Au chapitre des communications, en plus de prendre part au processus des audiences publiques et de répondre aux questions et préoccupations soulevées, la Société poursuivra ses activités d'information tout au long du prochain trimestre. Les représentants de la Société aux bureaux de Mistissini et Chibougamau sont d'ailleurs très actifs pour tout ce qui concerne l'information et la sensibilisation. La Société poursuivra également ses efforts pour la mise sur pied éventuelle d'un comité composé de représentants de la communauté de Mistissini, le but visé étant d'inclure davantage la communauté crie dans le développement du projet Matoush.

Finalement, le Président et Chef de la direction de la Société se rendra en Europe à l'automne afin d'assister à diverses rencontres en plus de promouvoir la Société auprès des investisseurs et les inciter à investir dans ce projet plus que prometteur. Des présentations sont également prévues à Montréal, Toronto et aux États-Unis.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

FRAIS D'EXPLORATION ET FOURNITURES D'EXPLORATION

Frais d'exploration et fournitures d'exploration pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010	Matoush		Eclat	Apple	Pacific Bay-		Total
	Matoush	Extension			Matoush	Mistassini	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	32 148 398	453 340	997 781	1 402 072	812 577	490 719	36 304 887
Additions							
Experts-conseils et sous- traitants	1 976 706	11 934	314 383	14 451	25 576	(10 483)	2 332 567
Infrastructure, chemins d'accès, parc à carburant et autres	1 226 698	-	-	-	-	-	1 226 698
Forages	344 657	-	2 439 291	-	-	-	2 783 948
Transport et carburant	2 263 842	-	-	-	-	-	2 263 842
Géophysique	58,329	-	-	-	55,476	-	113,805
Service de premiers soins	314	-	-	-	-	-	314
Laboratoires et analyses	46 949	-	171 482	-	-	19 352	237 783
Déplacement et hébergement	620 915	-	-	-	-	-	620 915
Permis nucléaire	186 950	-	-	-	-	-	186 950
Frais de gestion	337 316	-	261 834	433	5 548	360	605 490
Fournitures et location d'équipement	111,469	-	-	-	-	-	111,469
Entretien d'équipements mobiles	93 903	-	-	-	-	-	93 903
Frais généraux	142 272	-	-	900	-	-	143 172
Environnement	130 367	-	-	-	-	-	130 367
Rémunération à base d'actions	169,343	-	-	-	-	-	169,343
Amortissement des immobili- sations corporelles	362 125	-	-	26 538	-	-	388 664
	8 072 155	11 934	3 186 990	42 322	86 600	9 229	11 409 230
Crédit de droits miniers et autres crédits d'exploration	(3 677 615)	(5 501)	(1 469 203)	(7 276)	(39 923)	(11 520)	(5 211 039)
Augmentation nette	4 394 540	6 433	1 717 787	35 046	46 677	(2 292)	6 198 191
Solde à la fin de la période	36 542 938	459 773	2 715 568	1 437 118	859 254	488 427	42 503 078

RESSOURCES STRATECO INC.**Rapport de gestion intermédiaire**

30 juin 2010

Frais d'exploration et fournitures d'exploration pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009	Matoush		Eclat	Apple	Pacific Bay-		Total
	Matoush	Extension			Matoush	Mistassini	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	23 375 628	456 320	669 376	1 252 357	422 741	293 215	26 469 637
Additions							
Experts-conseils et sous- traitants	1 764 831	9 594	34 565	56 957	27 741	40 290	1 933 978
Infrastructure, chemins d'accès, parc à carburant et autres	1 356 853	-	-	-	-	-	1 356 853
Forages	1 324 274	-	298 649	2 299	238 735	117 363	1 981 320
Transport et carburant	696 552	-	-	1 208	17 916	83 400	799 076
Géophysique	-	-	-	-	-	100	100
Service de premiers soins	7 422	-	-	-	-	-	7 422
Laboratoires et analyses	164 513	-	-	-	-	-	164 513
Déplacement et hébergement	784 619	-	-	75	-	50	784 744
Permis nucléaire	383 250	-	-	-	-	-	383 250
Frais de gestion	297 821	-	29 865	997	25 877	40 948	395 508
Fournitures et location d'équipement	249 517	-	-	-	-	-	249 517
Entretien d'équipements mobiles	86 835	-	-	5 584	-	-	92 419
Frais généraux	171 835	-	-	3 047	-	6 100	180 982
Environnement	351 037	-	-	-	-	-	351 037
Rémunération à base d'actions	169 945	-	-	-	-	-	169 945
Amortissement des immobi- lisations corporelles	161 438	-	-	29 426	-	-	190 864
	7 970 742	9 594	363 079	99 593	310 269	288 251	9 041 528
Crédit de droits miniers et autres crédits d'exploration	(3 964 327)	(4 423)	(166 494)	(14 373)	(142 720)	(137 770)	(4 430 107)
Augmentation nette	4 006 415	5 171	196 585	85 220	167 549	150 481	4 611 421
Solde à la fin de la période	27 382 043	461 491	865 961	1 337 577	590 290	443 696	36 304 887

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

INFORMATION FINANCIÈRE SÉLECTIONNÉE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Produits - Intérêts	(7 462)	(12 046)	(17 840)	(43 402)
Dépenses				
Frais généraux et d'administration	529 084	287 266	1 088 194	661 013
Rémunération à base d'actions	333 862	237 393	360 847	404 112
Charge de désactualisation relative aux billets convertibles et aux obligations liées à la mise hors service des immobilisations	292 878	-	484 586	-
Charge (recouvrement) d'impôts futurs	11 000	(276 000)	(393 396)	(327 000)
Perte nette	(1 159 362)	(236 613)	(1 522 391)	(694 723)
Perte nette de base et diluée par action	(0,01)	-	(0,01)	(0,01)

	Au 30 juin 2010	Au 31 décembre 2009
	\$	\$
Actif total	76 569 941	61 655 744
Passif à long terme		
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	125 678	171 522
Impôts futurs	1 103 000	1 293 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	448 030	160 000
Billets convertibles	4 962 938	-
	6 639 646	1 624 522

Les revenus d'intérêts en 2010 sont inférieurs à ceux de 2009 à la suite de taux d'intérêt inférieurs obtenus.

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010, une charge de 360 847 \$ a été enregistrée à l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit (404 112 \$ pour la période correspondante en 2009) en raison des options d'achat d'actions qui ont été acquises au cours de la période. Une charge de désactualisation a aussi été enregistrée. Ces charges n'ont pas d'impact pour la période sur les flux de trésorerie de la Société.

Les dépenses de frais généraux et d'administration ont augmenté à 1 088 194 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010 comparativement à 661 013 \$ pour la même période en 2009 à la suite de :

- Augmentation des activités de relations avec les investisseurs (297 264 \$ au 30 juin 2010 versus 161 888 \$ au 30 juin 2009) en lien avec des voyages promotionnels en Europe et une contribution au Fonds Communic-Action répartie pour l'année 2010;
- Frais légaux, de comptabilité et de vérification augmentés à 200 560 \$ au 30 juin 2010 comparativement à 89 360 \$ au 30 juin 2009 principalement en raison des honoraires en comptabilité plus importants;
- Activités accrues de la Société qui ont généré plus de dépenses de bureaux.

La perte a augmenté pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010 comparativement à la même période l'an passé à la suite de :

- Augmentation des activités de relations avec les investisseurs, frais légaux, comptabilité et vérification et dépenses de bureaux tels que décrits ci-dessus;

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

- Plus d'émissions d'options d'achat d'actions dues aux activités accrues de la Société;
- Ajout de la charge de désactualisation aux billets convertibles et aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisation;
- Charge d'impôts futurs versus le recouvrement des impôts futurs en raison principalement des frais d'exploration reportés financés par des placements accreditifs.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT

Le fonds de roulement de la Société était de 14 967 183 \$ au 30 juin 2010 (8 441 128 \$ au 31 décembre 2009). Ce fonds de roulement inclus 12 580 355 \$ de crédits d'impôt à recevoir au 30 juin 2010 (9 306 880 \$ au 31 décembre 2009).

Le 27 janvier 2010, la Société a complété un placement privé avec Sentient de 100 000 unités pour un montant de 95 000 \$ et de 14 905 000 \$ en billets convertibles accompagnés de bons de souscription d'action ordinaire.

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2010, la Société a encaissé la somme de 1 151 952 \$ provenant de crédits d'impôt relatifs aux ressources.

La Société n'a aucun placement investi dans du papier commercial adossé à des actifs.

Les activités d'investissement de la Société comprennent principalement les coûts liés à l'augmentation des travaux d'exploration et l'ajout de propriétés minières. La Société a droit à un crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources pour des dépenses admissibles pouvant atteindre 38,75 % et un crédit de droits remboursables pour pertes de 12 % sur les dépenses admissibles engagées.

Du montant de 14,9 M \$ en fonds de roulement dont disposait la Société au 30 juin 2010, environ 1,0 M \$ sera utilisé pour couvrir les dépenses générales et administratives et approximativement 9,0 M \$ de ces fonds seront utilisés à la continuité des programmes d'exploration planifiés jusqu'à la fin de l'année 2010.

La Direction est d'avis que la Société pourrait nécessiter des fonds additionnels avant la fin 2010 pour continuer ses plans d'exploration et de mise en développement incluant l'excavation de la rampe d'exploration si les permis sont obtenus à l'automne 2010 tel que prévu. Par le passé, la Société a pu compter sur sa capacité à financer ses projets d'exploration par des placements publics et privés. De plus, une fois que les intérêts sur les propriétés Mistassini et Pacific Bay-Matoush auront été acquis, la Société compte continuer ses projets d'exploration et de mise en valeur par le biais d'entreprise en coparticipation.

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant présente l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres.

	30 juin 2010	31 mars 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2009	30 juin 2009	31 mars 2009	31 déc. 2008	30 sept. 2008
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus totaux	7 462	10 378	2 441	8 203	12 046	31 356	90 537	85 241
Profit net (perte)	(1 159 362)	(363 029)	(526 573)	(261 978)	(236 613)	(458 110)	33 539	(360 225)
Profit net (perte) de base et diluée par action	(0,009)	(0,003)	(0,004)	(0,002)	(0,002)	(0,004)	-	(0,003)

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

ARRANGEMENT HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

ENGAGEMENTS

Durant la période de six mois terminée le 30 juin 2010, la Société a signé des nouveaux contrats de location et la valeur totale des obligations de la Société est de 511 591 \$ au 30 juin 2010 comparativement à 529 079 \$ au 31 décembre 2009.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société a effectué les opérations suivantes auprès de BBH Géo-Management inc. («BBH») :

	Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2010	2009
	\$	\$
Dépenses capitalisées à l'état des frais reportés		
Frais d'experts-conseils et sous-traitants	1 889 000	1 495 000
Frais de gestion	613 000	396 000
Frais généraux et d'administration à l'état des résultats		
Honoraires professionnels	254 000	204 000
Frais légaux	65 000	60 000
Relations avec les investisseurs	69 000	74 000
Loyer	33 000	31 000
Frais de gestion comptabilisés aux immobilisations corporelles	88 000	11 000
Frais légaux pour l'émission des billets convertibles	25 000	-

De plus, une société contrôlée par Ingrid Martin, CA, chef de la direction des finances et trésorière en poste du 9 juin 2009 jusqu'au 12 mai 2010, a facturé des honoraires de comptabilité de 79 592 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010 inclus dans les frais légaux et de vérification.

Au 30 juin 2010, les créiteurs et les charges à payer comprennent un montant de 555 000 \$ (469 000 \$ au 30 juin 2009) à payer aux apparentés.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige que la Direction fasse des estimations et des hypothèses ayant une incidence sur les montants d'actifs et de passifs portés aux états financiers. Ces mêmes estimations et hypothèses ont aussi une incidence sur la présentation des éventualités en date des états financiers de même que sur les postes de produits et de charges des exercices.

Les estimations importantes comprennent l'évaluation du crédit remboursable de droits miniers et du crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources, des actifs et passifs d'impôt futurs, de la possibilité de recouvrer la valeur des propriétés minières et des frais d'exploration reportés, de la juste valeur des options d'achat d'actions octroyées, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, des billets convertibles, des périodes d'amortissement des immobilisations corporelles ainsi que certaines charges à payer. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

MODIFICATIONS COMPTABLES

Au cours des six mois terminés le 30 juin 2010, la Société a adopté les politiques comptables suivantes :

BILLETS CONVERTIBLES

Les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) des billets convertibles sont présentées distinctement au bilan lors de la comptabilisation initiale. La Société détermine la valeur comptable de la composante passif en actualisant les paiements futurs du capital au taux du marché en vigueur pour une dette non convertible, à un degré de solvabilité similaire et générant les mêmes flux de trésorerie. La composante passif est augmentée par la désactualisation des montants actualisés jusqu'à la valeur nominale des billets à échéance qui est enregistrée à l'état des résultats, résultats étendus et du déficit. Cette dette à long terme est classée comme autres passifs.

La valeur comptable des autres composantes (le cas échéant), comme par exemple des bons de souscription, est déterminée selon le modèle de fixation de prix de Black-Scholes.

La valeur comptable de la composante capitaux propres est obtenue en soustrayant la valeur comptable de la composante passif de la valeur nominale des billets. Le cas échéant, la valeur nominale de la composante passif est préalablement réduite des autres composantes. Celle-ci est présentée dans les capitaux propres sous le poste composante capitaux propres des billets convertibles.

Les frais de transaction sont répartis entre les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) au prorata de leurs valeurs comptables.

FRAIS D'ÉMISSION DE DETTE

Les frais d'émission de dette sont présentés en réduction des billets convertibles et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

INTÉRÊTS DÉBITEURS

La Société ne comptabilise pas les intérêts débiteurs dans le coût des immobilisations corporelles dont l'acquisition, la construction, le développement ou la mise en valeur sont échelonnés dans le temps.

CONVERGENCE IFRS

La Société utilise un plan d'action en quatre étapes pour la transition aux IFRS («*Normes internationales d'information financière - International Financial Reporting Standards ou IFRS* ») :

ÉTAPE 1 : DIAGNOSTIC

L'étape initiale du diagnostic a été complétée en 2009 à l'aide d'une analyse préliminaire des écarts des processus comptables et administratifs.

ÉTAPE 2 : CONCEPTION ET PLANIFICATION

ÉTAPE 2.1: CONVENTIONS COMPTABLES

L'analyse détaillée des conventions comptables affectées par la convergence IFRS devrait être complétée pour le troisième trimestre de 2010. En général, beaucoup d'efforts devront être mis sur la présentation des états financiers puisque les IFRS demandent plus de divulgations.

La liste qui suit répertorie les principaux domaines où les modifications de conventions comptables devraient avoir une incidence sur les états financiers de la Société. Cette liste ne devrait pas être considérée comme une liste exhaustive des modifications qui découleront de la conversion aux IFRS. Elle vise à mettre en relief les domaines que la Société juge les plus importants; toutefois, l'analyse des modifications n'est pas terminée et le choix de

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

conventions comptables en vertu des IFRS, le cas échéant, n'a pas été arrêté. Les organismes de réglementation qui chapeautent les PCGR du Canada et les IFRS mènent d'importants projets sur une base continue, lesquels pourraient avoir une incidence sur les différences finales entre les PCGR du Canada et les IFRS, et sur leurs répercussions sur les états financiers de la Société au cours des années à venir. La liste qui suit porte sur les normes qui existent en fonction des actuels PCGR du Canada et IFRS. Pour le moment, la Société n'est toutefois pas en mesure de quantifier de façon fiable l'incidence prévue de ces différences sur ses états financiers.

Les normes sont les suivantes:

Adoption initiale (IFRS 1)

L'IFRS 1 donne des directives sur l'approche générale à prendre lorsque les IFRS sont adoptés pour la première fois. Le principe fondamental de l'IFRS 1 est l'application rétrospective des IFRS valides à la date de l'adoption initiale. IFRS 1 réalise qu'une pleine application rétrospective peut ne pas être possible ou appropriée dans toutes les situations et prescrit:

- des exemptions à certains aspects spécifiques de certains IFRS dans la préparation du bilan d'ouverture; et
- des exemptions obligatoires dans l'application rétrospective de certains IFRS.

De plus, afin de s'assurer que les états financiers contiennent de l'information de haute qualité qui est transparente aux utilisateurs, IFRS 1 contient des obligations de divulgation pour mettre en évidence les changements faits aux états financiers suite à la convergence IFRS.

La Société croit que les choix disponibles en vertu d'IFRS 1 permettront à la balance d'ouverture du 1 janvier 2010 de rester similaire à la balance de fermeture du 31 décembre 2009. La Société s'attend à ce que les principales décisions en matière d'exemptions permises par l'IFRS 1 soient approuvées par la Direction au cours du troisième trimestre de 2010.

Dépréciation d'actifs (IAS 36)

IFRS requiert un test de dépréciation en une étape (le test de dépréciation est fait en utilisant les flux de trésorerie actualisés) plutôt que celui en deux étapes selon les PCGR canadiens (qui utilise les flux de trésorerie non actualisés comme indicateur pour identifier une dépréciation potentielle).

IFRS requiert le renversement des pertes de dépréciation (sauf pour l'achalandage) là où les conditions adverses présentes antérieurement ont changé ; ceci n'est pas permis selon les PCGR canadien.

Le test de dépréciation devrait être fait au niveau de l'actif pour les actifs à long terme ou les actifs incorporels. Là où les valeurs recouvrables ne peuvent être estimées au niveau de l'actif individuel, elles doivent être estimées au niveau de l'unité génératrice de trésoreries (« UGT »).

La Société croit que les modifications de cette convention ne devraient pas avoir d'incidence sur les états financiers lors du basculement. Mais dans les années subséquentes, cette convention pourrait générer plus de dépréciation car le test à une étape est utilisé.

Paiement fondé sur des actions (IFRS 2)

IFRS requiert que les extinctions prévues soient prises en compte dans la comptabilisation du coût de rémunération à base d'actions lors de l'octroi plutôt que de reconnaître les extinctions lorsqu'elles surviennent.

Lorsque l'acquisition est graduelle, IFRS requiert que chaque tranche de l'octroi soit évaluée et comptabilisée séparément, car chaque tranche a une période d'acquisition différente et ainsi la juste valeur de chacune d'elle sera différente.

La Société croit que les modifications de cette convention devraient avoir une incidence sur les états financiers quoique limité. De plus, dans les années subséquentes, la charge de rémunération à base d'actions pour les octrois avec une période d'acquisition sera plus importante dans les premiers mois plutôt que linéaire.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

Actifs miniers, exploration et évaluation des coûts (IFRS 6)

Selon IFRS, la Société a l'obligation de développer une convention comptable afin d'identifier spécifiquement et invariablement quelles dépenses d'activités d'exploration et d'évaluation seront comptabilisées comme actifs. Contrairement aux IFRS, les PCGR canadiens indiquent que les coûts d'exploration peuvent être initialement capitalisés si la Société considère que ces coûts ont les mêmes caractéristiques que des immobilisations corporelles.

Les actifs d'exploration et d'évaluation doivent être classés comme corporels ou incorporels selon la nature des actifs acquis.

La Société croit que les modifications de cette convention n'auront pas d'incidence sur les états financiers à la date de basculement et dans les années à venir.

Immobilisations (IAS 16, IFRIC 1)

Selon IFRS, la Société peut choisir le modèle du coût ou de la réévaluation. Les PCGR canadiens comptabilisent les immobilisations selon le modèle du coût. La Société ne choisira pas le modèle de la réévaluation du aux difficultés et aux efforts nécessaires afin de déterminer la juste valeur.

Selon IFRS, chaque composante ou partie d'une immobilisation dont le coût est significatif par rapport au coût total de cette immobilisation doit être amortie séparément. IFRS peut faire en sorte que plus de détails seront nécessaires pour maintenir le sous registre des immobilisations. IFRS exige que la méthode d'amortissement et la durée de vie de l'immobilisation soient revues annuellement. Les PCGR ont la même exigence, mais sur une base périodique.

La Société croit que les modifications de cette convention n'auront pas d'incidence sur les états financiers à la date de basculement car les immobilisations qu'elle détenait au 31 décembre 2009 étaient assez simples. Néanmoins dans les années à venir, alors que la Société obtiendra l'autorisation de construire la rampe d'exploration, elle devra porter une attention particulière pour identifier les composantes de chaque immobilisation.

Billets convertibles (IAS 32 et IAS 23)

Selon IFRS, un instrument financier composé qui a des caractéristiques de passif et de capital doit être séparé entre ses composantes passif et capital lors de la comptabilisation initiale. La valeur de l'instrument financier composé est répartie entre la composante passif et la composante capital de façon à évaluer la composante passif à sa juste valeur et par la suite, le résiduel est attribué à la composante capital. Les PCGR canadiens permettent de faire cette répartition en utilisant la méthode de la juste valeur relative ou en assignant le résiduel à la composante qui est la moins mesurable.

Lorsque la Société a comptabilisé le placement de billets convertibles du 27 janvier 2010, elle a évalué la composante passif à sa juste valeur et le résiduel a été attribué à la composante capital en conformité avec les IFRS et aussi en conformité avec les PCGR canadiens. Ainsi, l'application de cette convention IFRS n'aura pas d'impact sur les états financiers de la Société.

Selon IFRS, les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition ou la construction d'un actif éligible doivent être capitalisés. En comptabilisant le placement du 27 janvier 2010, la Société a adopté une convention comptable où elle passe à la dépense ces coûts d'emprunt. Ceci devra être analysé en détail car il est très probable qu'un ajustement de convergence en résultera.

Obligations liées à la mise hors service (IAS 37)

IFRS requière que les provisions pour coût de démantèlement soient évaluées selon la meilleure estimation que la Direction a fait des dépenses à engager. Selon les PCGR canadiens, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont évaluées à la juste valeur, compte tenu des hypothèses du marché.

IFRS utilise un taux d'actualisation qui reflète les risques spécifiques à la provision pour coûts de démantèlement. Selon les PCGR canadiens, le taux d'actualisation qui s'applique aux obligations liées à la mise hors service est fondé sur le taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

Finalement selon IFRS, les ajustements sur les provisions pour coûts de démantèlement sont effectués pour chaque période, afin de tenir compte des changements relatifs au calendrier ou au montant des flux de trésorerie, des variations du taux d'actualisation ainsi que du passage du temps. Les PCGR canadiens sont similaires sauf pour les modifications apportées au seul taux d'actualisation qui n'entraînent pas la réévaluation de la provision. De plus, contrairement aux IFRS, les changements d'estimation appliqués qui font diminuer le passif sont actualisés selon le taux appliqué au moment de la comptabilisation initiale du passif. Pour les changements d'estimations qui augmentent le passif, le passif supplémentaire est actualisé selon le taux d'actualisation en vigueur, comme pour les IFRS.

IFRS définit les restaurations de sites et les provisions environnementales comme une obligation juridique et implicite. Les PCGR canadiens limite la définition à l'obligation légale.

La Société croit que les modifications de cette convention auront un impact minime sur les états financiers à la date de basculement. Dans les années à venir, elle devra par contre procéder à des réévaluations plus fréquentes si le taux d'actualisation varie.

Instruments financiers (IAS 39)

Sous les IFRS, tous les actifs financiers doivent être classés dans les catégories « prêts et créances », « détenus jusqu'à leur échéance », « à la juste valeur par le biais du compte de résultat » ou « disponibles à la vente ». Comme dans le cas des IFRS, sous les PCGR, tous les actifs financiers doivent être classés dans les catégories « prêts et créances », « détenus jusqu'à leur échéance », « détenus à des fins de transaction » (à la juste valeur par le biais des résultats) ou « disponibles à la vente ». Les PCGR canadiens présentent toutefois des différences par rapport aux IFRS, en ce qui a trait aux types d'actifs qui peuvent être classés dans chacune de ces catégories.

Lors de sa comptabilisation initiale, un instrument financier ne peut être désigné comme étant évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat que s'il satisfait à certains critères. Comme dans le cas des IFRS, lors de sa comptabilisation initiale et selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, un instrument financier ne peut être désigné comme étant détenu à des fins de transaction (et évalué à la juste valeur par le biais des résultats) que s'il satisfait à certains critères. Toutefois, ces critères sont moins restrictifs que ceux qui sont énoncés dans les IFRS.

La Société évalue présentement l'impact de ces modifications potentielles.

ÉTAPE 2.2 : PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Durant le troisième trimestre de 2010, nous préparerons un modèle d'états financiers IFRS et nous identifierons les ajustements de convergence.

ÉTAPE 2.3 : SYSTÈMES D'INFORMATION

Le processus comptable de la Société est simple puisqu'elle est une compagnie au stade d'exploration. La Société devrait être en mesure d'opérer ses systèmes comptables sous les IFRS puisqu'aucun défi important n'est entrevu. Cependant, certains tableurs Excel devront être adaptés afin de supporter les changements nécessaires suite à la convergence.

La Société doit encore établir si de l'information historique devra être régénérée afin d'être conforme aux choix qui auront été faits en vertu d'IFRS 1.

Il n'a pas encore été déterminé comment l'information sera générée en parallèle selon les IFRS pour qu'en 2011, les comparables soient disponibles. Une fois que l'étendue des ajustements de conversion sera connue, des processus seront mis en place durant le troisième trimestre de 2010 afin de générer la double comptabilité.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

ÉTAPE 2.4 : CONTRÔLES INTERNES:

Durant le troisième trimestre de 2010, les dirigeants de la Société réviseront les contrôles internes afin de tenir compte des changements importants survenus aux conventions et pratiques comptables.

ÉTAPE 2.5 : IMPACT SUR LES ACTIVITÉS COMMERCIALES:

Les processus d'affaires de la Société sont simples et aucun défi important n'est prévu pour opérer avec les IFRS. Depuis le 31 décembre 2009, la Société a procédé à un placement privé comportant des billets convertibles et les impacts IFRS ont été discutés à l'étape 2.1.

ÉTAPE 3 : MISE EN ŒUVRE

À cette étape, la Société appliquera les changements qui auront été développés à l'étape 2 incluant les changements aux processus et conventions comptables. La Société quantifiera aussi les impacts IFRS.

La Direction préparera la structure des premiers états financiers intermédiaires au 31 mars 2011 avec la balance d'ouverture du 1^{er} janvier 2010, les comparables pertinents accompagnés des divulgations exigées.

La Direction prévoit entreprendre cette étape durant le troisième trimestre de 2010 et la compléter durant le quatrième trimestre de 2010.

ÉTAPE 4 : APRÈS LA MISE EN ŒUVRE

La Direction préparera les premiers états financiers en conformité avec IFRS pour les périodes intermédiaires et la fin d'année se terminant le 31 décembre 2011.

INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

	Au 4 août 2010
	Nombre
Actions ordinaires	122 695 906
Options d'achat d'actions	5 589 500
Bons de souscription	8 289 474
	136 574 880

RISQUES ET INCERTITUDES

Les facteurs de risques sont détaillés dans le rapport de gestion inclus dans le rapport annuel pour l'exercice terminé au 31 décembre 2009.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le Président et Chef de la direction ainsi que le Chef des finances ont conçu ou fait concevoir, sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur soit communiquée, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires et annuels sont établis. Ils ont aussi conçu ou fait concevoir des contrôles internes de l'information financière afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont établis en vue de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2010

L'évaluation de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information a été effectuée au 31 décembre 2009 par les dirigeants de la Société et sous leur supervision, en l'occurrence le Président et Chef de la direction ainsi que le Chef des finances. Selon cette évaluation, ceux-ci ont conclu que la conception et l'application de ces contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces et fournissaient une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur serait communiquée en temps opportun par les autres membres du personnel de la Société.

ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Direction maintient un système de contrôle interne à l'égard de l'information financière qui lui fournit l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés de toute perte ou d'un usage non autorisé et que l'information financière est fiable et disponible en temps opportun.

Il n'est survenu aucun changement important concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période terminée le 30 juin 2010 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société (« CIIF »).

INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE

Ce rapport de gestion a été préparé le 4 août 2010 et est conforme au *Règlement 51-102* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières relatif à l'information continue. Ce présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats et à la situation financière de la Société. Il présente le point de vue de la Direction sur les activités courantes de la Société et sur ses résultats financiers courants et passés ainsi qu'un aperçu des activités à venir au cours des prochains mois. La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et autres rapports sur les sites internet de la Société (www.stratecoinc.com), de SEDAR (<mailto:www.sedar.com>) et EDGAR à www.sec.gov/edgar.shtml.

(s) *Guy Hébert*

(s) *Paul Einarson*

Guy Hébert
Président et Chef de la direction

Paul Einarson
Chef des finances